

Beynes

Manifestation agricole

# Les paysans s'opposent à l'axe rapide

LES AGRICULTEURS sont en colère et ils le montrent. Pour protester contre le projet d'axe routier entre Mantes et Saint-Quentin en Yvelines, une soixantaine de tracteurs s'est rendue à la mairie de Beynes dans l'après-midi du 17 décembre. Pas au hasard : une réunion d'information y était organisée par le conseil général. En fait, ce sont trois réunions réparties sur trois jours, dans trois communes qui ont mis le feu aux poudres. Officiellement, elles étaient destinées à réunir les élus locaux afin de prendre contact avant la phase de concertation prévue dans quelques mois. Les agriculteurs ont voulu y être immédiatement associés.

## «FOI DE PAYSAN, C'EST UN NON CATEGORIQUE»

Autour de celle que tous appellent encore voie nouvelle de la vallée de la Mauldre, une discussion digne d'une négociation de comice agricole s'est engagée sur le perron de l'hôtel de ville. «Ce n'est pas un coup de force, mais un coup médiatique,



Beynes, mercredi 17 décembre, 14h45 : devant la mairie, élus et agriculteurs ont négocié ferme pour que ces derniers assistent à la réunion d'information.

annonce d'emblée Bertrand Caffin du Syndicat agricole. «On recevra tous les agriculteurs lors de la concertation» assure immédiatement le vice-président du conseil général, Jean-Marie

Tétart. Avec à l'esprit «le triangle vert Mantes / Montfort / Versailles», les agriculteurs affirment une nouvelle fois leur décision. «Foi de paysan, c'est un non catégorique de cette infras-

structure sur le plateau, sur nos terres, que nous disons. C'est un mépris de l'agriculture si ça se fait» face au cordon des gendarmes et des policiers municipaux, les manifestations demandent à

assister à la réunion. Les négociations s'engagent. «Je vous propose cinq personnes», lance Jean-Marie-Tétart. «Tout le monde !», scandent les manifestants. «Si c'est comme ça, on annule la

réunion», prévient le conseiller général.

## «NOUS SOMMES CONSTERNÉS»

Quarante-cinq minutes plus tard, une quinzaine d'agriculteurs rentrent dans la mairie. Le cabinet Sedna, mandaté par le département, prend note. La délibération du 24 octobre, celle qui valide le principe d'un axe routier rapide entre la N 12 et l'A 13, est au cœur de la problématique. «À chaque fois que l'on fait un axe majeur, ça se développe autour. Nous sommes inquiets, consternés. Je défendrai jusqu'au bout ce territoire», alerte Bertrand Caffin. «Aucune concertation n'a commencé. Nous allons faire attention que chacun puisse donner son avis», promet Jean-Marie Tétart. Pierre Souin, pour «Sauvons les Yvelines», propose «de réunir tous les acteurs de la région, le 4 ou le 5 février.» «Pourquoi pas, répond le conseiller général. Cette proposition est maintenant notée par le bureau mandaté.» F. D.